

## **LES FRANCO-ONTARIENS EN QUÊTE D'UNE RECONNAISSANCE CONSTITUTIONNELLE**

Le mouvement franco-ontarien Opération Constitution entreprend aujourd'hui une vaste tournée dans un peu plus de 50 villages et municipalités d'ici Noël, avec pour objectif d'expliquer à la population l'importance d'enchâsser les droits des francophones de l'Ontario.

Le mouvement Opération Constitution a vu le jour à l'automne 1997 et s'il n'a pas fait beaucoup parler de lui, c'est faute de ressources financières. Depuis sa création cependant, ses principaux animateurs ont concentré leurs efforts à convaincre les dirigeants des partis politiques ontariens de l'importance de modifier la Constitution en faveur des Franco-Ontariens.

Cette fois, c'est la population que les coprésidents du mouvement, Gisèle Lalonde et Me Guy Cousineau, veulent rencontrer chez eux « pour leur expliquer le mot enchâssement », de dire Mme Lalonde.

La première tranche de cette tournée a débuté à Pembroke le mercredi 29 septembre et se poursuivra jusqu'au 3 octobre dans des localités du Nord dont North Bay, Kirkland Lake, Timmins, Iroquois Falls, Cochrane, Hearst, Kapuskasing et Sturgeon Falls. La tournée se poursuivra ensuite dans le Nord-

Ouest jusqu'à Thunder Bay, dans le Sud-Ouest jusqu'à Windsor et dans le Centre ontarien où la destination principale sera Toronto.

La dernière étape de la tournée sera l'Est ontarien. C'est là qu'aura lieu au mois d'août 2000 un grand rassemblement de trois jours et qu'on fera une tournée des communautés francophones de la région. Un congrès aura également lieu à Ottawa, conjointement au rassemblement.

Une modification constitutionnelle en faveur des Franco-Ontariens ne nécessite que l'accord du gouvernement canadien et celui de l'Ontario : « Essentiellement, on n'a qu'à convaincre le gouvernement ontarien », dit Me Cousineau, puisque le soutien du gouvernement canadien est acquis. La tournée provinciale a d'ailleurs été rendue possible grâce à une subvention de 35 000 \$ du ministère du Patrimoine canadien.

Évidemment, toute la question est de savoir comment convaincre le gouvernement Harris : « Son Cabinet et lui ont besoin d'être sensibilisés. On doit arriver bien armé et leur faire comprendre ce qu'on veut » reconnaît Gisèle Lalonde.

Selon Me Cousineau, il est dans l'intérêt du gouvernement ontarien d'avoir une communauté franco-ontarienne forte. D'autant plus que l'Ontario a toujours joué un rôle important dans le maintien de l'unité nationale.

**Tiré de l'Association de la presse francophone  
Septembre 1999**